

N° 474

SÉNAT

TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1990 - 1991

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991.

Enregistré à la présidence du Sénat le mardi 27 août 1991.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) en application de l'article 22 premier alinéa du Règlement à la suite d'une mission effectuée à Moscou le 22 août 1991.

Par M. Jean LECANUET,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Lecanuet, président ; Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle, vice-présidents ; Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton, secrétaires ; Paul Alduy, Jean-Luc Bécart, Roland Bernard, Daniel Bernardet, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, André Boyer, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Franz Duboscq, Claude Estier, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Mme Nicole de Hauteclouque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudonson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

Moscou. Rapports d'information.

Mesdames, Messieurs,

Le présent document n'est qu'un fort bref et hâtif compte rendu que je vous dois après la mission que j'ai effectuée le 22 août 1991.

*

* *

Lundi 19 août

Dès que j'ai pris connaissance des événements survenus à Moscou, le 19 août au matin, j'ai communiqué à la presse le message suivant :

"M. Jean Lecanuet, Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, demande au Gouvernement de faire connaître à la commission qu'il préside les initiatives qu'il compte prendre, notamment dans le cadre de la Communauté Européenne et de l'Alliance Atlantique, à la suite du coup d'Etat survenu à Moscou le 19 août 1991.

Il rappelle les **signes annonciateurs**, illustrés notamment par les démissions successives de MM. Edouard Chevarnadze et Alexandre Yakovlev, d'un événement qui entrerait dans le champ des probabilités et dont le risque avait été évoqué à l'occasion de l'audition de **M. Boris Eltsine, Président de la Fédération de Russie, devant la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, le 17 avril 1991.**

M. Jean Lecanuet souligne qu'au cours de nombreuses communications au Sénat et dans la presse, il avait insisté sur **l'imprudence que comportait la réduction des crédits affectés à une politique de défense de stricte suffisance, alors que l'avenir de la Perestroïka n'était pas assuré**".

Je tiens à rappeler à cet instant que la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées de votre Haute Assemblée avait à ma connaissance été la **seule institution de l'Etat à recevoir longuement et formellement M. Boris Eltsine, Président de la République de Russie, -dans le cadre d'une réunion élargie de notre commission- lors du déplacement qu'il avait effectué en France les 16 et 17 avril 1991.**

C'est la raison pour laquelle il m'apparaît intéressant d'insérer pour mémoire, dans le présent rapport, le communiqué à la presse que j'avais fait publier à l'occasion de l'audition de M. Boris ELTSINE par votre Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, le 17 avril 1991.

"M. Boris Eltsine a tout d'abord mis l'accent sur l'appartenance de la Russie à l'Europe. La Russie constituera, a-t-il ajouté, un élément essentiel de la future maison commune européenne ; elle est d'ailleurs en voie

de se doter de tous les moyens politiques pour effectuer ce "retour" vers l'Europe.

M. Boris Eltsine a déclaré souhaiter que dans ce contexte, l'Union des Républiques socialistes soviétiques subsiste dans le respect des intérêts de toutes les républiques qui la constituent.

Il a indiqué que la Russie ne demanderait pas une quelconque révision des engagements internationaux souscrits par l'Union.

Sur le plan du droit, la Russie ne peut que souhaiter, selon M. Boris Eltsine, le renforcement du processus de coopération et de sécurité mis en place dans le cadre de la C.S.C.E. M. Boris Eltsine a déclaré que la Russie souscrivait au programme de désarmement récemment engagé et adhérerait au principe d'une défense fondée sur la suffisance raisonnable. Il a ajouté qu'un nouvel équilibre de confiance militaire devait se substituer à l'ancienne menace soviétique.

Dans le domaine des droits de l'homme, M. Boris Eltsine a indiqué que la Russie était désireuse de devenir partie aux conventions et autres actes élaborés dans les enceintes européennes.

L'appartenance de la Russie à l'Europe revêt également, pour M. Boris Eltsine, un aspect économique.

Ainsi la Russie veut-elle contribuer à enrichir les structures économiques européennes actuelles, prenant ainsi en compte sa position intermédiaire entre l'Europe et l'Asie.

M. Boris Eltsine a invité les entreprises étrangères à effectuer des investissements en Russie, où elles pourraient participer notamment à la réforme agraire et faire en sorte que la Russie cesse d'être essentiellement un producteur de matières premières.

Toutefois l'avènement de l'économie de marché en Russie impliquera d'une manière ou d'une autre sa participation aux processus européens.

En réponse à M. Marc Lauriol, M. Boris Eltsine a tout d'abord évoqué l'évolution des relations entre la République et le pouvoir central en U.R.S.S. Soulignant que les républiques ont longtemps été le "parent pauvre" de l'Union, M. Boris Eltsine a fait valoir que le problème majeur actuel de l'U.R.S.S. était celui de la répartition nouvelle des pouvoirs entre l'échelon central et celui des républiques. Il a noté que la Russie n'entendait déléguer au pouvoir central que les attributions concernant la défense, les transports ferroviaires et l'énergie, notamment l'énergie atomique. "Nous sommes en négociations serrées, voire en lutte avec le centre pour établir un partage plus équilibré des compétences. S'il y a désaccord entre M. Gorbatchev et moi, c'est dans le contexte de cette négociation qu'il faut le comprendre et non dans celui d'une inimitié qui serait personnelle".

S'agissant du rôle de l'armée, M. Boris Eltsine a évoqué la création du comité de la défense et de la sécurité chargé de régler les activités de l'armée sur le territoire de la Russie. Il a fait observer l'ampleur des problèmes sociaux posés par le rapatriement en U.R.S.S. de 500.000 familles de militaires, démunies de protection sociale. Il a noté que l'armée éprouvait, de ce fait, un ressentiment à l'égard du Président de l'U.R.S.S. M. Boris Eltsine a fait valoir qu'il n'existait pas de contradiction entre les intérêts de l'armée et ceux du peuple et que, si certains échelons supérieurs de l'armée restaient très attachés à l'ordre ancien, les échelons intermédiaires et la base de l'armée étaient globalement favorables à la politique de réforme.

M. Boris Eltsine a évoqué la nécessité d'une démocratisation du K.G.B. et noté que cet organisme restait favorable à M. Gorbatchev.

Interrogé par M. Michel d'Aillières sur la poursuite de la modernisation de l'armée rouge ainsi que sur l'effort de défense soviétique, M. Boris Eltsine a jugé que les dépenses militaires restaient, en dépit de leur diminution, supérieures aux besoins. Il a fait observer que la contribution de la Russie à la défense de l'Union était passée de 70 milliards de roubles à 23,4 milliards et que la Russie mesurerait désormais avec une extrême rigueur sa participation à l'effort militaire de l'U.R.S.S. Il a insisté sur la nécessité d'une meilleure protection sociale des militaires.

Evoquant, à la demande de M. Michel Poniatowski, le processus de la privatisation de l'économie soviétique ainsi que la situation économique et financière de l'Union, M. Boris Eltsine a mis en exergue les difficultés inhérentes au processus de privatisation, notamment sur le plan psychologique. Il a insisté sur la nécessaire privatisation des circuits de commercialisation des denrées agricoles qui, dans le système actuel, aboutissent à la perte de quelque 30 % de la production. Il a jugé prioritaire la privatisation des services, des commerces et des petites entreprises, tout en faisant état du développement de l'actionnariat dans les grandes unités de production industrielle.

Tout en convenant de la difficile situation économique et financière de la Russie, M. Boris Eltsine a fait valoir que de réelles et proches perspectives de développement existaient et allaient être développées.

M. Xavier de Villepin a interrogé M. Boris Eltsine sur le respect des droits de l'homme en Russie, ainsi que sur l'incidence de la pérestroïka sur la vie quotidienne des habitants de la Russie.

M. Boris Eltsine a reconnu que la protection des droits de l'homme en Russie ne pouvait être comparée aux standards définis par exemple dans le cadre du Conseil de l'Europe. Il a précisé qu'à cet égard une certaine vigilance s'imposait pour réaliser les progrès nécessaires.

M. Boris Eltsine a indiqué qu'au cours des six dernières années la vie quotidienne s'était dégradée en Russie, en raison notamment de la rareté et de la cherté des produits de base. Il a noté que la population en était conduite aux "limites de sa patience".

A des questions de MM. Michel Crucis et Yvon Bourges concernant la future répartition des compétences entre les Républiques et l'Union, M. Boris Eltsine a précisé quels pouvoirs chaque république était susceptible de déléguer. S'agissant de la Russie, M. Boris Eltsine a admis qu'une conception classique entraînerait le transfert vers le centre des compétences en matière de finances et de monnaie. Cependant il a fait état d'un certain manque de confiance de la Russie à l'égard de l'Union dans ces deux secteurs importants.

Après que MM. Max Lejeune et Boris Eltsine eurent évoqué un épisode de l'enfance de ce dernier, M. André Rouvière a souhaité obtenir des précisions sur la question de la dette de la République de Russie à l'égard de l'Union, et de l'éventuelle assistance accordée par le pouvoir central de l'U.R.S.S. à M. Boris Eltsine pour son déplacement en Europe.

M. Boris Eltsine a expliqué que les transferts budgétaires en faveur de l'Union feraient l'objet d'un contrôle accru et prendraient en compte la perspective de leur rentabilité. Il a déploré que certaines républiques aient un comportement d'assistées et évoqué, pour l'avenir, la possibilité d'accords bilatéraux entre républiques.

Enfin, M. Boris Eltsine a déclaré que son voyage en Europe occidentale n'avait pas nécessité un soutien particulier de la part de M. Gorbatchev.

Avec M. André Bettencourt, M. Boris Eltsine a estimé que M. Gorbatchev avait été l'initiateur des réformes importantes intervenues en U.R.S.S.

Enfin, en réponse à une question de M. Guy Cabanel, M. Boris Eltsine a confirmé qu'un document unique ne pouvait résumer les délégations de compétences opérées des républiques vers l'Union. A un document commun seraient ajoutés sans doute des protocoles spécifiques pour chaque république.

Au demeurant, il a fait remarquer que la Constitution de l'Union soviétique prévoyait l'impossibilité pour une république de se retirer de l'Union et fait observer que huit républiques seulement avaient manifesté le désir de demeurer au sein de la Fédération.

Enfin, M. Boris Eltsine a expliqué à M. Guy Cabanel les raisons de l'ajournement de son déplacement dans le département de l'Isère."

Mardi 20 août

Dès le mardi 20 août au matin, j'ai personnellement appelé l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, Son Excellence M. Youri Doubinine, afin de lui demander les visas nécessaires pour que M. Yvon Bourges, vice-président de la commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, M. Claude Estier, président du Groupe Socialiste du Sénat et membre de notre

commission et moi-même puissions nous rendre le jour même à Moscou accompagnés par l'administrateur de la commission. Je m'étais naturellement entretenu de ce projet avec certains de mes collègues que j'ai pu contacter et, notamment, avec le président du Sénat, qui avait bien voulu l'approuver.

J'ai alors communiqué à la presse le message suivant :

"M. Jean Lecanuet, président de la commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, a fait connaître à M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères, qu'il va rencontrer incessamment, son intention de conduire le plus tôt possible une brève mission d'information et de contact à Moscou.

Cette mission serait composée d'un nombre restreint de membres de la commission sénatoriale appartenant tant à l'opposition nationale qu'à la majorité présidentielle. M. Jean Lecanuet a sollicité dès ce jour auprès de l'Ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris les visas nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

Ce déplacement s'inspire de la volonté de la France d'apporter par la voie parlementaire son soutien à la défense des valeurs de la démocratie en U.R.S.S.. A cette fin, les membres de la mission sénatoriale demanderont à prendre contact avec les principales personnalités concernées par les événements en cours en Union Soviétique".

Dans le même temps, la coordination de la majorité sénatoriale, actuellement présidée par M. Charles Pasqua, publiait fort opportunément l'appel suivant :

"Un coup d'Etat vient de renverser à travers la personnalité de Mikhaïl Gorbatchev, les autorités légales d'U.R.S.S., **compromettant le processus de démocratisation politique** et de libéralisation économique que celui-ci avait initié.

Ce coup d'Etat, qui appelle la plus ferme condamnation, constitue une **menace grave pour la paix internationale** et plus particulièrement pour l'Europe.

Au nom de la majorité du Sénat Français, les présidents Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Charles Pasqua tiennent à exprimer solennellement un **soutien à tous ceux qui, en Union soviétique, luttent pour la démocratie.**

Les sénateurs, représentants du Peuple français, manifestent leur réprobation face à la **destitution anti-constitutionnelle de Mikhaïl Gorbatchev**. La majorité de la Haute Assemblée, attachée aux grands principes de la démocratie, aux Droits de l'Homme et au respect des libertés publiques, salue le courage avec lequel le Peuple soviétique s'oppose aux putschistes.

Les présidents des groupes sénatoriaux insistent pour que Mikhaïl Gorbatchev soit rétabli immédiatement dans ses fonctions constitutionnelles de président de l'Union soviétique.

Ils soutiennent activement Boris Eltsine, porteur de la légitimité populaire de la République de Russie.

Ils approuvent l'initiative de M. Jean Lecanuet, président de la commission de la Défense et des Affaires Etrangères du Sénat, de conduire une délégation de la commission en Union Soviétique, et se déclarent prêts à s'associer à toute initiative visant à apporter aux

démocraties soviétiques une manifestation concrète de leur total soutien. Ils déplorent la mollesse des réactions initiales du président de la République et souhaitent que soit affirmée clairement la position de la France.

A cette fin, la concertation de la majorité sénatoriale :

- rappelle que l'article 29 de la Constitution dispose que : "Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande de la majorité des membres composant l'Assemblée Nationale sur un ordre du jour déterminé" ;

- lance à tous les membres de l'Assemblée nationale un appel pressant pour qu'ils demandent la **Convocation immédiate d'une session extraordinaire** du Parlement avec l'ordre du jour suivant :

"Vote par l'Assemblée nationale et par le Sénat d'une motion condamnant le coup d'Etat intervenu en U.R.S.S. et assurant le Président Mikhaël Gorbatchev, le Président Boris Eltsine et les Peuples soviétiques de la solidarité du Parlement Français dans leur combat pour le respect du Droit, pour la sauvegarde des Libertés individuelles et pour le rétablissement de la Démocratie".

Cet appel était signé par les présidents Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte, Charles Pasqua, ainsi que par MM. Etienne Dailly, Roger Chinaud, Jean Delaneau, Pierre Laffitte, René Monory, Josselin de Rohan, Roger Romani et Xavier de Villepin.

Mercredi 21 août

Ne disposant toujours pas de visas, et devant la rapidité du déroulement des événements en U.R.S.S., après m'être ouvert de ce projet devant M. Alain Poher, président du Sénat, M. Yvon Bourges, vice-président de la commission des Affaires étrangères et M. Claude

Éstier, président du Groupe Socialiste et membre de la commission, j'ai décidé sans attendre de me rendre le jour même à Moscou. Je m'y suis rendu avec M. Michel Vauzelle, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui disposait d'un avion du GLAM. Il était mandaté par le président de la République pour remettre à MM. Gorbatchev et Eltsine un message de soutien. M. Elie Wiesel, Prix Nobel, participait également à ce déplacement.

Jedi 22 août

Partis de Paris le 21 août en fin de journée, nous avons rencontré à Moscou, le jeudi 22 août, M. Eltsine, président de Russie, M. Gorbatchev, président d'U.R.S.S., M. Chevarnadze, ancien ministre des Affaires étrangères et animateur du Mouvement pour les réformes démocratiques, M. Vladimir Loukine, président de la commission des Affaires Etrangères du Parlement de Russie.

J'ai rendu compte de ces rencontres par le communiqué de presse suivant, rendu public à l'A.F.P. à Moscou le jeudi 22 août :

"Dès le lundi 19 août, M. Jean Lecanuet, président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, a fait connaître son intention de se rendre à Moscou afin d'y apporter le soutien du Sénat de la République à la défense des valeurs démocratiques en U.R.S.S., illustrée par la courageuse résistance de M. Boris Eltsine, Président de Russie, qui avait été reçu par la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat lors de sa visite à Paris au mois d'avril 1991.

Lors de son séjour à Moscou, le jeudi 22 août, M. Jean Lecanuet a rencontré M. Boris Eltsine, président de la République de Russie, M. Mikhaïl Gorbatchev, président de l'U.R.S.S., M. Chevarnadze, ancien ministre des Affaires Etrangères d'U.R.S.S. et enfin M. Loukine,

président de la commission des Affaires Etrangères de Russie".

Jeudi 22 août

Lors de notre arrivée à Moscou, à 4 heures du matin et en dépit -le détail me semble intéressant- de passeports toujours non pourvus du visa sollicité auprès de l'Ambassade d'U.R.S.S. à Paris, nous n'avons guère rencontré de difficultés pour nous rendre jusqu'à l'Ambassade de France, en traversant une ville complètement déserte, dans laquelle nous n'avons aperçu aucun élément militaire.

Jeudi 22 août au matin, nous nous sommes rendus à la Maison Blanche du Parlement de Russie, haut lieu de la résistance à l'insurrection.

Le Parlement de la République de Russie était entouré de barricades et d'une foule jeune, nombreuse mais pas immense, que j'évalue pour ma part entre 50 et 100 000 personnes. On notait dans cette foule de très nombreux drapeaux aux trois couleurs, blanc, bleu, rouge, de la Russie. S'agitaient également des drapeaux aux couleurs des républiques baltes, de l'Azerbaïdjan, de la Moldavie, du Kazakhstan et de l'Ukraine.

Nous étions la seule délégation étrangère présente sur place.

Nous avons assisté à la séance extraordinaire du Parlement de Russie, puis nous avons rencontré M. Loukine, Président de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement de Russie.

Au cours de cet entretien, M. Loukine a surtout fait part de sa **déception** devant la **prudence** et l'**attentisme** des **démocraties** au **début** du **coup d'Etat**.

Nous avons ensuite brièvement rencontré M. Boris Eltsine, auquel M. Vauzelle a remis un message de soutien du **président de la République**.

M. Vauzelle s'est d'ailleurs adressé à la foule rassemblée devant le **Parlement** de **Russie**, afin de lui exprimer, brièvement mais **fortement**, le soutien de la **France**.

Je voudrais ici vous livrer, de manière **accousue**, car je me trouvais alors à ses côtés sans interprète officiel ni moyen de prendre des notes, quelques-uns des propos tenus par M. Eltsine devant la foule, à la tribune du **Parlement** de **Russie**.

Ces propos expriment en effet, avec toute l'imperfection de paroles saisies au vol et d'une traduction approximative, une ambiance que je trouve intéressante.

... "Ceux qui ont participé à ce putsch étaient déjà en poste pendant la guerre froide. Ils n'expriment plus ce à quoi **croit** notre pays. Ils doivent **quitter** leur poste..."

Cette crise a montré que **notre peuple** s'est libéré de la **chappe de peur** qui pesait sur lui depuis des années...

Désormais, la tâche qui nous attend est immense et tout le monde doit se mettre au travail au plus vite...

La Patrie ne sera pas en sûreté sans l'existence d'une garde nationale sous l'autorité de chacune des républiques de l'Union...

Toutes les propriétés du Parti Communiste de l'U.R.S.S. sur le territoire de la Russie doivent devenir russes...

De même, les moyens d'information, cette crise l'a montré, doivent appartenir à la Russie lorsqu'ils agissent sur son sol...

Nous exigeons la punition de tous ceux qui ont participé ou soutenu, à tous les niveaux du Parti et du Pouvoir, le "Comité pour l'état d'urgence"...

Le coup d'Etat est désormais terminé. Il marque l'échec des forces inconstitutionnelles et aventuristes...

...Je dois remercier le peuple du soutien qu'il a apporté à notre résistance. Je dois remercier les soldats et les organes de la Sécurité de l'Etat qui n'ont pas voulu d'une effusion de sang. Je dois remercier tous les Moscovites. Je dois remercier les mineurs de notre pays. Je dois remercier la population de Leningrad...

Je pense que M. Anatoli Loukianov, président du Soviet Suprême d'U.R.S.S., a eu un rôle coupable et grave dans ce coup d'état. Ce coup d'état est une leçon pour Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev... Ce doit être une incitation à poursuivre de manière plus déterminée notre politique de réformes et de démocratisation.... Ce coup d'Etat a montré que les structures du pays restaient trop conservatrices".

J'ai ensuite rencontré M. Chevarnadze dans les locaux de l'Association de Politique Etrangère qu'il anime. Au cours de cet entretien, auquel participait également M. Michel Vauzelle,

Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée nationale, et M. Jean-Michel Boucheron, présent à Moscou au moment des événements à l'occasion d'une mission programmée de longue date de la Commission de la Défense de l'Assemblée, nous avons notamment évoqué les thèmes suivants :

Le problème de la prévisibilité du putsch

"Les signes avant-coureurs s'étaient multipliés. Rappelez-vous ma démission puis celle de M. Iakovlev. Parmi ces signes, je citerai le discours de très mauvaise augure de M. Valentin Pavlov, Premier ministre d'U.R.S.S., l'attitude agressive du ministre de l'Intérieur et de certains hauts représentants du K.G.B. et de l'armée.

"... Parmi les éléments qui ont pu déclencher ce putsch, je citerai l'erreur de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev qui a consisté à partir en vacances et à quitter la capitale alors que les risques de prise du pouvoir par les éléments les plus conservateurs étaient connus de nous tous".

L'avenir de l'U.R.S.S.

"Le pays est dans un état effroyable. Nous n'avons pratiquement plus de devises étrangères. L'inflation est forte et elle concerne très directement nos compatriotes. Les récoltes sont mauvaises.

"Bien sûr, après ce coup d'état, on va faire place nette et les hauts responsables compromis avec les éléments les plus conservateurs vont disparaître des organes de décision de l'Etat, mais il nous faudra honorer la confiance que le peuple nous a fait.

"... Or, la situation économique du pays est catastrophique. Il va falloir que nous, démocrates, répondions à l'attente d'un peuple qui a faim et qui est désenchanté".

L'éventuelle "complicité" de M. Gorbatchev dans le putsch et l'avenir de M. Gorbatchev

"Je n'ai pas voulu dire que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev était co-auteur du putsch, mais il y a de sa part une quasi-complicité passive car les signes annonciateurs étaient nombreux et il n'a rien fait pour les conjurer.

Cette aventure a affaibli l'autorité de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev, qui était déjà faible. Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev représente la légalité du pays et c'est lui qui est à l'origine des réformes qui vont se poursuivre et s'intensifier et qui étaient indispensables à l'avenir de notre pays. En tout état de cause, ce pronunciamiento est un coup mortel pour les conservateurs les plus dangereux".

Le déroulement et les cause de l'échec du putsch

"... D'emblée Boris Eltsine a reçu des appuis politiques importants et de nombreuses personnalités parmi lesquels M. Iakovlev, le maire de Moscou, et bien d'autres dont moi-même se sont rendus à ses côtés à la Maison Blanche du Parlement de Russie. Dès le début du coup d'état, il y a eu au moins 30.000 personnes autour de la Maison Blanche et les auteurs du coup d'état n'ont pas osé donner un assaut qui se serait soldé par un bain de sang.

"Le soutien que nous avons reçu du Maire de Moscou, de M. Iakovlev et de nombreuses personnalités favorables aux réformes,

aussi bien en Russie que dans l'ensemble de l'Union, ont renforcé notre position.

"A tout cela, j'ajouterai les dissensions internes au sein de l'équipe qui a prétendu prendre le pouvoir, ainsi que ses erreurs dans l'estimation de la situation. Certes, le peuple est désenchanté mais il n'est plus favorable à la dictature.

"Quant à l'armée, elle est concernée par la politique de réformes et elle s'est montré légaliste. Les débats politiques au sein de l'armée existent. L'armée ne constitue pas un tout monolithique".

L'avenir personnel de M. Chevarnadze

"Non, je n'ai pas d'ambition à diriger ce pays. Il faut une jeunesse et une énergie que je n'ai plus face à l'immensité de la tâche. Or, notre pays dispose dans les générations montantes d'hommes de très grande valeur. C'est à eux que cette tâche devra revenir."

"... Je compte me consacrer à l'organisation du mouvement pour les réformes et la démocratie, car l'un des problèmes fondamentaux de notre pays est la mise en place de structures démocratiques plus fortes. Ces structures font encore défaut notamment au niveau des républiques. Nous devons tout mettre en oeuvre pour renforcer la démocratie dans ce pays. Cette tâche est immense et c'est ce à quoi je vais m'atteler".

Le traité d'Union

... "Le traité d'Union sera signé. Il le sera rapidement. Il y aura encore des discussions entre Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev et M. Eltsine pour déterminer la place relative des pouvoirs du Centre

et de ceux de la Périphérie... Il y aura des corrections allant dans le sens d'un renforcement des pouvoirs des Républiques mais ce traité sera signé et scellera une véritable Union démocratique des Républiques de l'Union Soviétique".

L'avenir de Boris Eltsine et de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev

"C'est Eltsine qui a le plus grand avenir politique dans ce pays. C'est un homme fort. Le Parti Communiste a été absent ou compromis dans les événements qui se sont déroulés et il va perdre ce qui lui reste d'autorité. Une autre alternative démocratique à Boris Eltsine n'est pas mûre pour l'instant.

"... Boris Eltsine est entouré de collaborateurs de grande valeur, à qui il laisse les coudées franches et cela est bien. Il sait s'entourer. J'étais favorable à Gorbatchev lorsque Eltsine le critiquait parce que Gorbatchev était le leader de la Perestroïka et c'est lui qui incarnait l'autorité de l'Etat. Eltsine a fait la preuve de ses capacités. Il a su affirmer ses opinions, il s'est avéré comme un grand dirigeant politique et l'on peut s'appuyer sur lui.

Je pense que Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev et Boris Eltsine vont travailler ensemble pour définir de manière aussi équilibrée que possible les relations entre l'Union et les républiques.

La réduction des dépenses militaires

"Nous devons réorienter notre industrie de l'armement. Notre pays est en pleine dérive économique et le potentiel militaire consitue l'une des rares grandes réserves de ressources humaines, financières et industrielles que nous pouvons utiliser. Il nous faut

donc utiliser cette ressource. Il nous le faut d'autant plus que la situation internationale a changé.

"... Gorbatchev avait d'ailleurs fort bien compris cette situation mais il était important pour lui de ne pas envenimer ses relations avec l'armée, ce qui l'a conduit à limiter son action pourtant réelle dans ce domaine.

"... Il nous faut réduire le personnel militaire. Il nous faut nous orienter vers une armée de métier très bien équipée, avec des armements sophistiqués mais strictement suffisants. Il faut laisser venir le capital étranger dans nos entreprises de défense, qui sont les plus performantes que nous ayons. Il nous faut reconvertir une grande partie de notre industrie de défense.

"Il ne faut pas pour autant abandonner les exigences de sécurité qui subsistent pour tout grand pays".

L'avenir de l'Union

"Le Centre ne pourra plus rester tout puissant compte tenu de son dépérissement et de son immobilisme mais je ne suis pas inquiet pour l'avenir de l'Union. Notre pays n'éclatera pas... Sans doute certaines républiques deviendront indépendantes mais non sans difficultés. Nous irons vers le dialogue et vers des relations harmonieuses entre les Républiques et le Centre. Certaines missions de l'Etat -et nous sommes tous d'accord là-dessus- ressortissent naturellement à la compétence du Centre. Cela est vrai pour la défense nationale, cela est vrai pour certaines grandes infrastructures et cela est vrai pour une grande partie de notre politique économique et monétaire... Mais une grande partie des impôts doit être prélevée par la République...

Je prends mon pays, la Géorgie. Je tiens à son autonomie, mais la Géorgie ne peut pas vivre seule. Elle a sa place, qui est une place importante, dans l'Union."

*

* *

J'ai ensuite assisté à la **conférence de presse** que **M. Gorbatchev a donnée** dans l'après midi du 22 août.

A la suite de cette conférence, dont il a été exhaustivement rendu compte dans les différents médias, le Président de l'U.R.S.S. nous a reçus, M. Michel Vauzelle, M. Jean-Michel Boucheron et moi-même.

Après avoir rappelé les circonstances de sa détention, M. Mikhaïl Sergueïevitch GORBATCHEV s'est félicité du soutien qui lui avait été apporté par l'ensemble des chefs d'Etats occidentaux. Il a aussi marqué son attachement à poursuivre la politique internationale de détente ainsi que les réformes qu'il avait initiées sur le plan intérieur

*

* *

A la suite de ces rencontres, nous avons, M. Michel Vauzelle, M. Jean-Michel Boucheron et moi-même donné **une conférence de presse à l'Ambassade de France à Moscou**. Nous avons regagné aussitôt Paris et j'ai moi-même donné une conférence de presse le lendemain, vendredi 23 août, au Sénat.

*

* *

Après ce compte-rendu très cursif, il me reste à vous livrer les **quelques conclusions** que m'inspirent ces événements tels que j'ai pu, brièvement et très ponctuellement, les percevoir dans l'ambiance particulière de ce trop bref séjour à Moscou.

1. Je pense que l'échec de ce coup d'Etat, l'absence totale de soutien populaire apparent dont il a fait l'objet, les hésitations ou les réticences ou l'hostilité qu'il a suscités dans une grande partie de l'appareil de l'Etat et même dans l'armée, voire dans le KGB, marquent un **coup mortel au communisme en URSS**.

Le Parti est de plus en plus impopulaire et isolé. Il ne reste fort que dans les instances locales, or ces dernières doivent être prochainement renouvelées. Il sort en tout état de cause encore plus déconsidéré et impopulaire qu'il ne l'était de ces événements.

2. Les deux problèmes majeurs -et ils sont immenses- de l'URSS portent sur la **relance économique, sur des bases radicalement nouvelles, d'un pays en faillite, d'une part, et sur la définition harmonieuse et équilibrée d'une nouvelle relation entre les Républiques et l'Union, d'autre part**.

Sur ce dernier point, il semble que les événements favorisent l'intensification d'un dialogue, difficile, tendu mais constructif -et qui existait déjà depuis quelques mois- entre le Président de l'Union, Mikhaïl Gorbatchev, et le Président de la République de Russie, Boris Eltsine.

La tendance sera sans aucun doute à un **renforcement des pouvoirs des Républiques** par rapport à ceux de l'Union au regard du projet de traité dont les événements du 19 août ont simplement différé l'examen alors que l'une de leur cause majeure était précisément la volonté des auteurs du coup d'état d'ajourner ou de vider de son contenu ce traité.

3. La problématique du rythme et de la nature des changements en URSS demeure.

Les partisans des réformes sortiront renforcés de l'issue du coup d'Etat. Mais le président de l'Union reste favorable à des réformes relativement prudentes et échelonnées dans le temps. C'est ainsi qu'il m'est apparu révélateur que le président Gorbatchev se prononce toujours pour un système au sein duquel le Parti communiste -rénové, démocratisé et concurrencé par des partis réellement libres- continuerait de jouer un rôle dominant.

4. S'agissant du **poids relatif des hommes**, Mikhaïl Gorbatchev continue d'incarner la légalité de l'Union des Républiques de Russie. Cependant, cette légalité a été bafouée par le coup d'Etat puis restaurée grâce à l'action de son principal rival objectif, le Président élu au suffrage universel de la prédominante République de Russie. L'autorité de Mikhaïl Gorbatchev s'en trouve incontestablement affaiblie. Le Président Gorbatchev lui-même m'est apparu psychologiquement et physiquement atteint par l'épreuve qu'il a subie et qui me paraît avoir heurté profondément un amour propre qui semble grand. L'homme paraît seul et plus affaibli encore qu'il ne l'était avant le coup d'Etat. Il a publiquement, et de manière pathétique, admis avoir commis l'erreur de s'être entouré d'hommes qui l'ont trahi.

Pour ce qui est de Boris Eltsine, le résident de la prépondérante République de Russie incarne désormais, plus que jamais, après son élection au suffrage universel direct et à la suite de sa résistance courageuse, habile et déterminée au coup d'Etat, la politique de réforme mais aussi la volonté de démocratisation et de réaffirmation, dans l'Union, des droits nationaux des Républiques. Son avenir paraît grand. Il ne faut cependant pas sous-estimer la lassitude et le désarroi de la majorité des populations des Républiques d'U.R.S.S. confrontées à l'insécurité et à une baisse dramatique d'un niveau de vie.

La tâche des démocrates, qui devront très vite prendre en compte cette apathie d'une population désenchantée est un défi considérable.

L'avenir de l'U.R.S.S. reste chargé d'incertitudes. L'ampleur de la radicalité des réformes à accomplir est considérable. La désillusion et l'expectative d'une grande partie de la population constituent un problème majeur. La persistance des forces conservatrices organisée dans différents secteurs importants de l'Etat mais aussi de l'opinion ne doit pas être sous-estimée dans les instants de joie et d'immense espoir que nous vivons. Le changement historique qui s'accélère et se confirme en U.R.S.S. est en gestation. Il est loin d'être achevé. Il sera accompagné de soubresauts et de difficultés immenses.